

Stratégies de reconversions professionnelles et modalités d'adaptation aux changements socio-économiques.

Le cas de la Bulgarie

*Roumiana Michonova**

Introduction

L'objet de cet article est de rendre compte des logiques spécifiques à l'œuvre dans les stratégies de reconversions professionnelles en Bulgarie, dans un contexte de transformations économiques et sociales profondes. Afin de mieux saisir l'ampleur et la nature des changements, nous nous sommes attachés à décrire, dans les grands traits, la situation socio-économique en Bulgarie. Ensuite, c'est à travers la reconstitution des itinéraires, des trajectoires et des parcours personnels et professionnels, fort différents mais représentatifs des personnes que nous avons rencontrées et interrogées, que nous allons analyser les façons de parler et de vivre le nouvel environnement socio-économique.

Enfin, dans la deuxième partie de notre article, nous abordons la question de la reconversion des représentants des anciennes élites politico-économiques et, mettant l'accent sur les mécanismes et les processus qui ont rendu possible, ou du moins ont largement facilité, la conversion d'un nombre d'hommes politiques avant 1989 en hommes d'affaires.

Le contexte socio-économique

Pour la majorité de la population bulgare les conséquences immédiates de la redéfinition des règles de fonctionnement de l'espace économique – l'abandon de l'économie planifiée et le passage vers une économie de marché – et les restructurations du monde du travail s'avèrent être globalement négatives. Le bilan basé sur des paramètres socio-économiques, depuis le début des années 1990, montre une dégradation des conditions matérielles de vie et de travail de la grande majorité de la population bulgare qui a connu un déclassement social. Avec 92 euros de salaire

* Doctorante en sociologie, Centre nantais de sociologie (CENS), Université de Nantes, Adresse postale : 23, Bld Georges Pompidou/44200 Nantes – michonovaroumi@gmail.com.

minimum, (soit 180 léva (BGN)), la Bulgarie occupe la dernière place du classement des pays membres de l'Union européenne¹. La part des salariés percevant le salaire minimum est la plus élevée de tous les pays européens : 16 %.

Cependant, nous constatons une forte polarisation de la société en termes de revenus. Les chiffres mettent en évidence l'écart considérable entre la majorité de la population – 68 % de la population vit avec 433 lévas (environ 221 euros) par mois et 29 % avec 170 lévas (environ 87 euros)² – et une couche minoritaire, entre 1 % et 4 %, qui perçoit des revenus mensuels supérieurs à 6 000 euros [NSI, 2007].

À l'instar de l'ensemble des pays de l'Europe centrale et orientale, en Bulgarie, le marché du travail a connu des bouleversements qui se sont traduits par une augmentation spectaculaire du chômage, qui a atteint un taux de 19,4 % en 2001, et des changements importants dans la structure de l'emploi.

La baisse du taux de chômage enregistrée depuis 2002 s'explique en grande partie par une modification du dispositif législatif qui redéfinit les critères d'éligibilité aux allocations chômage de façon à exclure un nombre important de personnes qui en bénéficiaient. Depuis le 1^{er} janvier 2002, toute personne ayant travaillé au moins un semestre au cours des douze derniers mois ne perçoit pas d'indemnités.

Tab. 1 – Évolution du taux de chômage en Bulgarie

1990	1993	1995	1998	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
1,8 %	16,4 %	13 %	16 %	19,4 %	16,3 %	13,7 %	12 %	13 %	11 %	11 %

Source : UN, FMI, Banque Mondiale, Commission économique pour l'Europe.

Depuis 1990, le chômage de longue durée (plus d'un an) demeure un trait caractéristique majeur du marché du travail bulgare. Jusqu'en 2004, c'était le cas de plus d'un chômeur sur deux (57,4 %), 55,3 % chez les hommes et 59,9 % chez les femmes. En 2007, 8,4 % des chômeurs détiennent un diplôme d'études supérieures, tandis que la part des jeunes chômeurs, âgés de 15 à 24 ans, s'élevait à 17,2 % et la part des chômeurs dans la tranche d'âge 55-64 ans à 13,8 % [NSI, 2007].

L'apparition du secteur privé, qui emploie 71 % de la population active en 2007 n'a pas suffi à compenser la baisse d'effectifs dans le secteur public. La prise en compte de la distribution de la population active selon les secteurs d'activités fait apparaître une importante tertiarisation et une forte croissance des activités non-productives. En 2007, 57,7 % de la population active travaillaient dans le secteur des services contre 35,2 % dans l'industrie et 7,1 % dans le secteur agricole [NSI, 2007].

1. En Bulgarie, le Conseil des Ministres détermine le montant des rémunérations minimum mensuelles et horaires. Le salaire minimum pour l'année 2007 s'élevait à 92 euros. À titre comparatif, le salaire minimum en Bulgarie est 17 fois inférieur au salaire minimum européen le plus élevé, celui de Luxembourg.

2. Le lev bulgare dont le taux de change officiel était fixé à 1 Deutsch mark est aujourd'hui lié à l'euro dans le cadre du currency board (depuis le 1^{er} janvier 1999) au taux fixe unilatéral de 1,95583 euros.

La croissante précarisation des emplois

La diminution du taux de chômage ne doit pas cacher le développement d'emplois précaires. Une précarité qui prend la forme de mauvaises conditions de travail, d'une croissance du nombre des travailleurs pauvres et de contrats de travail qui ne garantissent aucune stabilité de l'emploi. L'embauche sans contrat est une pratique courante dans les secteurs privés et public. Selon les rapports réguliers produits par le Centre d'études sur la démocratie, entre 10 % et 20 % de la population active sont employés illégalement [CSD, 2007]. La situation des travailleurs est d'autant plus fragilisée qu'en plus de la pratique des « conventions verbales »³, les licenciements ont été facilités à travers la possibilité accordée aux employeurs de mettre fin à un contrat de travail, sans préavis et souvent sans indemnités, pour n'importe quel motif selon des clauses spécifiques aux différentes catégories professionnelles.

L'absence de mécanismes de contrôle et de défense efficaces, doublée d'une faible connaissance des travailleurs de leurs droits – constat que nos recherches ont révélé – font que les poursuites judiciaires pour licenciement abusif ou d'autres formes de transgression du code du travail sont rares⁴.

Les différents programmes et mesures en faveur de l'emploi, mis en place par les gouvernements successifs depuis le milieu des années 1990, n'ont pas suffi pour redynamiser le marché de l'emploi. [Fondeville-Gaoui, 2003, p. 54-64] Imposés principalement par la Banque mondiale (BM) et le Fond monétaire international (FMI), les plans d'ajustements structurels adoptés par les gouvernements bulgares, basés sur une politique économique néo-libérale voire ultra-libérale, ont eu comme conséquence la réduction drastique des coûts sociaux. Les principaux acquis sociaux en vigueur jusqu'en 1989 ont été supprimés et/ou ont tous fait objet de modifications législatives dans un sens nettement moins avantageux pour les bénéficiaires potentiels. Les services sociaux ont été réduits à leur plus simple expression. Le système de protection sociale et les garanties de l'État relatives à l'emploi, à la sécurité sociale, au respect de la législation sociale et de travail, défense du travail des enfants, des femmes enceintes, des invalides et des handicapés et le droit d'accès des différents groupes ethniques au marché du travail ont été systématiquement revus à la baisse.

Les effets cumulés de l'incapacité à absorber la main-d'œuvre disponible, des systèmes de protection de travail, d'aide et d'assistance peu développés – le durcissement des critères, les redéfinitions des priorités des mesures d'aide et l'abaissement

3. Parmi les raisons évoquées par les employeurs qui commettent des infractions aux normes fondamentales du travail : les charges sociales patronales élevées, à la hauteur de 24,3 %.

4. Les syndicats bulgares étant faibles dans le secteur public et quasi inexistant dans le secteur privé – le taux d'adhésion se situe entre 10 % et 15 % – ils protègent essentiellement leurs membres et ont une tendance marquée à la conciliation. Les syndicats les plus importants sont la Confédération indépendante du Travail « Podkrepa », la Confédération des Syndicats indépendants bulgares, héritière de l'Union des syndicats bulgares de l'époque communiste, l'Association des syndicats démocratiques et l'Union nationale des Syndicats. Il existe nombre d'autres organisations plus petites telles que l'union des étudiants, l'union des professeurs, l'union des fonctionnaires etc., qui se constituent souvent en fonction de leur implantation géographique et leur branche d'activité.

du taux de couverture et d'indemnisation – contribuent fortement à exclure du monde du travail officiel une part importante de la population en âge de travailler et, par conséquent, ne font qu'entretenir et alimenter l'économie souterraine et les phénomènes du travail au noir, des « petits boulots » et les trafics en tout genre. Le phénomène de cumul de plusieurs emplois se constate chez toutes les catégories sociales. Le deuxième et/ou le troisième emploi, sont pour la grande majorité du travail au noir. La précarité de l'emploi et les contraintes économiques poussent les personnes à chercher d'autres sources de revenus, dans l'économie parallèle où elles sont amenées à accepter l'arbitraire, souvent à la frontière de la servitude, dans des espaces hors de tout contrôle où les rapports quotidiens entre les employeurs et les employés se caractérisent par une extrême violence. Le départ à l'étranger, où les conditions de travail sont les mêmes mais le salaire est parfois cinq fois supérieur⁵, s'impose de plus en plus en tant que dernière solution pour faire face à une situation de misère économique qui est immanquablement une misère sociale. Selon les dernières publications de l'Agence nationale des Bulgares à l'étranger, plus de 2 800 000 bulgares vivent à l'étranger. Si au début des années 1990 l'émigration touchait surtout les jeunes qui partaient faire des études, depuis quelques années il s'agit principalement d'une émigration économique vers la Grèce, l'Italie, l'Espagne et le Portugal où les Bulgares travaillent en tant que saisonniers ou aides domestiques⁶.

Des disparités économiques régionales accentuées

La répartition géographique des chômeurs met en lumière des disparités économiques importantes entre régions et un clivage ville/campagne particulièrement prononcé. Au début de l'année 2005, dans plus de 30 communes sur 264 au total, le taux de chômage frôlait les 30 %, tandis que, selon les données de l'Institut national des statistiques (NSI), dans la capitale 3 % de la population active était sans emploi. Les disparités économiques les plus significatives s'observent cependant au sein même des régions, entre les zones urbaines et rurales. Dans ces dernières, le taux de chômage est parfois deux fois supérieur à celui enregistré dans les centres urbains, respectivement, 10,8 % et 5,2 %. Ce déséquilibre est à l'origine d'une forte migration interne vers les grands centres urbains et, par conséquent, d'une désertification croissante des campagnes.

Un autre niveau de lecture de la réalité bulgare s'offre à nous à travers la prise en compte d'un ensemble d'indicateurs objectifs et sociologiquement significatifs. Des indices incontestables d'une importante misère sociale : traite des êtres humains (particulièrement de femmes et d'enfants) trafics d'organes, de drogues et

5. Les entretiens réalisés auprès de personnes qui travaillent en Grèce, en Italie et en Espagne, indiquent que les rémunérations perçues à l'étranger sont cinq voire dix fois supérieures à celles qu'elles percevaient en Bulgarie en travaillant au noir.

6. Selon les informations et les données disponibles le volume et l'importance des remittances (sommes monétaires envoyées par les immigrants au pays d'origine) atteignent 987.2 millions d'euros pour l'année 2006. Somme qui ne cesse de croître depuis le début des années 2000. En réalité, une part importante des envois est destinée à l'usage immédiat de la famille, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas d'épargne mais de contributions à l'amélioration des conditions de vie.

d'armes, affaires de corruption et blanchiment d'argent, marchés illégaux, racket et assassinats, font partie intégrante du paysage bulgare⁷. Pour l'ensemble de ces phénomènes, il ne s'agit pas de cas isolés ou de pratiques marginales⁸. Les statistiques, les rapports des organismes internationaux et des centres d'études bulgares sont éloquentes⁹.

La relation nette établie entre la dégradation des conditions de vie matérielle et économique et le déclin démographique, ininterrompu en Bulgarie depuis 1990, apporte des éclairages essentiels sur la réalité sociale du pays. Selon les données publiées par l'Institut national des statistiques, la Bulgarie comptait en 2006, 7 679 290 millions d'habitants contre 8 669 269 en 1989. Depuis dix-sept ans, le nombre de naissances annuel ne cesse de diminuer. Dans le cas bulgare, la régression enregistrée de l'indice de natalité est parmi les plus forte comparée aux autres pays de l'Europe centrale et orientale, (- 5 % en 2000) et avec un écart significatif entre les villes (- 2,1 % en 2000) et les campagnes (- 12,4 % en 2000). Selon le dernier rapport du Conseil économique et social, la mortalité en Bulgarie est la plus élevée de tous les pays européens et l'espérance de vie, qui est respectivement de 75 ans pour les femmes et 67 ans pour les hommes, est nettement moins élevée que les autres pays de l'Union européenne.

Une importante économie souterraine

La criminalité dans la sphère économique-financière en Bulgarie a atteint des niveaux spectaculaires depuis 1990. Les conditions de désintégration institutionnelle, la perte du monopole de la violence de l'État et le maintien d'un flou juridico-législatif ont rendu possibles l'apparition de groupements criminels aux activités fort variées (vols, commerce d'armes, trafic de drogue, réseaux de prostitution, de blanchiment d'argent, racket, etc.). Le nombre annuel d'homicides constitue un indicateur révélateur de l'impuissance de l'État à contrôler les pouvoirs parallèles. On compte plus de cent cinquante meurtres et de multiples tentatives d'assassinats de personnalités du monde économique, criminel et politique¹⁰. Ces groupements

7. D'après le Service National de lutte contre la criminalité, en 2003, 356 groupements criminels étaient officiellement identifiés.

8. D'après une étude de l'Université du Michigan depuis le début des années 1990, les homicides et les suicides dans les pays de l'ancien bloc soviétique ont augmenté respectivement de 14 % et 30 %.

9. Essayer de dresser une liste exhaustive des multiples exemples à la fois en ce qui concerne « les grandes affaires criminelles » en Bulgarie ou tout simplement des « faits divers » relayés quotidiennement dans la presse nationale nécessiterait la mobilisation de toute une équipe de chercheurs. Nous avons choisi de n'en citer que quelques-uns soulignant toutefois que ce type d'informations demande des réactualisations hebdomadaires. Pour l'année 2004, l'Agence bulgare des renseignements financiers a enregistré 423 cas de blanchiment d'argent ; plus de trente imprimeries de faux billets ont été découvertes et détruites ces quelques dernières années ; plusieurs cas de ventes d'organes sur Internet ont révélé l'existence de réseaux et d'organisation structurées gérant la commercialisation d'organes humains. Dans certains cas, les témoignages rapportés précisaient qu'il s'agit de vente « consentante », en tant que seul moyen pour certaines personnes à faire face, même momentanée à la misère économique personnelle et/ou familiale.

10. Pour n'en citer que quelques exemples : le Procureur Nikolai Kolev a été assassiné le 28 décembre 2002 ; le président du plus puissant holding Multigroup, Iliia Pavlov a été abattu le 7 mars 2003 ; la directrice des douanes, Chinka Manova a été assassinée le 10 octobre 2005 ; le magnat bancaire Emile Kulev, a été tué le 26 octobre 2006 ; le maire de la ville d'Elin Pélin, Ianko Iankov a été assassiné le 8 janvier 2007 ; le président du Conseil régional de la ville de Nessebar, Dimitar Iankov, a été abattu le 9 mai 2007.

contrôlent des flux financiers particulièrement importants au point qu'aujourd'hui, les organisations criminelles font partie intégrante du système économique bulgare. Reconnus comme agents économiques à part entière, « les mains invisibles » participent fortement à dynamiser l'économie nationale. Les rapports réguliers produits par le Centre d'études sur la démocratie estiment que le chiffre d'affaire dégagé par les activités économiques (financières et productives) criminelles représente 20 à 30 % du PIB du pays. La croissance de l'économie nationale est ainsi en grande partie stimulée par le réinvestissement des profits illégaux.

En effet, l'état inachevé de structuration et l'instabilité de l'espace économique font que les marchés officiels se révèlent particulièrement perméables à l'insertion de la criminalité organisée. La facilité de créer une entreprise, le faible contrôle et la législation laxiste ont permis l'apparition d'un grand nombre d'entreprises-fantômes qui facilitent les réinvestissements et le blanchiment d'argent gagné à travers des activités illégales. La capacité financière et la disponibilité immédiate en ressources financières obtenues sur les marchés illégaux permettent à ces acteurs économiques de se greffer sur le développement et les placent en position privilégiée pour investir et participer aux marchés publics. Leurs entreprises ont également une grande aptitude à s'étendre à de nouveaux domaines d'activités d'autant plus rémunérateurs qu'ils ne sont encore qu'aux prémices de leur exploitation comme le tourisme et l'éco-business. Leur position sur le marché est d'autant plus privilégiée qu'ils ont une importante capacité à décourager toute concurrence par la violence et l'intimidation.

Précarisation salariale et souffrance sociale : la reconversion par nécessité

Migléna (58 ans), mariée, mère de deux enfants et grand-mère de trois petits-enfants, a perdu son emploi en 1995 suite à la fermeture définitive de l'entreprise où elle travaillait en tant que comptable depuis 1977. Originaire d'une petite ville dans la région nord-ouest du pays, en quatre ans Migléna change quatre fois d'emploi, avec des périodes durant lesquelles elle en cumule deux voire trois, tous en dessous de sa qualification et qui ne lui offrent aucune réelle perspective professionnelle. En 1999, son mari, employé dans le secteur du bâtiment, est hospitalisé pendant trois mois après un accident de travail et licencié l'année suivante. Après six mois de recherche d'emploi, sans résultat, travailler le potager familial est devenu sa principale occupation. Le couple voit ses revenus divisés par trois et ne parvient plus à subvenir à ses besoins simplement alimentaires.

L'expérience de la précarité, du déclassement professionnel et social et le fort sentiment d'angoisse face à l'incertitude, poussent Migléna à chercher du travail à l'étranger, en Italie. Plusieurs personnes de son entourage proche y travaillent et à la fin de l'année 2003, après avoir reçu l'accord verbal d'embauche par téléphone, elle prend la décision de partir en tant qu'employée domestique.

Au début de l'année 2003 notre situation est devenue critique. L'argent ne suffisait pas même en se serrant la ceinture. On n'avait plus de quoi acheter à manger, payer

les factures, encore moins aider nos enfants ou acheter un petit cadeau à nos petits-enfants. Ni moi, ni mon mari n'avons réussi à trouver du travail qui nous aurait permis de vivre décemment. À notre âge c'est de plus en plus difficile. Alors j'ai décidé de partir en Italie. Ma cousine y travaillait depuis trois ans. Elle connaissait des gens qui voulaient prendre une femme de ménage bulgare et c'est elle qui a tout organisé. À l'époque je ne parlais pas un mot d'italien. Donc depuis trois ans maintenant, je vis et je travaille trois mois en Italie et après, je reviens en Bulgarie pour trois mois. C'est pour les papiers en fait. On doit rentrer tous les trois mois pour ne pas dépasser la durée de séjour autorisé¹¹. Financièrement on s'en sort un peu mieux. Je ramène tout ce que je gagne, je ne dépense rien en Italie. Je laisse de l'argent à mon mari et j'en donne un peu à mes enfants. Par contre c'est dur d'être loin et de ne pas voir mes proches pendant plusieurs mois mais je n'ai pas le choix. [...] Au début c'était difficile d'accepter d'être femme de ménage. C'était un peu humiliant et je ne disais pas ce que je faisais en Italie, ou je mentais. Certes, tout le monde fait le ménage chez soi mais être femme de ménage c'est quand même différent. Puis petit à petit je m'y suis faite, j'ai pas le choix¹².

La trajectoire et les propos de Migléna rendent compte du caractère forcé de cette reconversion professionnelle commandée avant tout par une nécessité existentielle. L'exclusion du marché du travail en Bulgarie et les effets des contraintes économiques font apparaître le départ à l'étranger comme l'unique stratégie de survie personnelle et surtout familiale.

En effet, de manière générale, les femmes ressentent de façon beaucoup plus accentuée les effets négatifs des changements socio-économiques. Elles sont plus fortement touchées par le chômage que les hommes, y compris le chômage de longue durée, indépendamment de leur niveau d'étude. Les licenciements massifs dans les branches où elles étaient surreprésentées, l'industrie du textile et de l'électronique, expliquent en partie la forte baisse du taux d'activité féminin dès 1990, passant de 93 % en 1989 à 81 % en 1990. Premières à être licenciées, elles sont les dernières à trouver un emploi.

L'inégalité des chances d'adaptation apparaît d'autant plus accentuée que les personnes sont démunies scolairement et ne disposent pas d'un réseau de relations (capital social) pour trouver du travail.

Le sentiment de se trouver dans une impasse et de n'avoir aucune marge de liberté d'action contribue à faire accepter – ou à refouler – la déception et l'insatisfaction produite par le changement du domaine d'activité et surtout l'exercice d'un travail sans reconnaissance sociale. Les propos de Migléna révèlent que même si le départ à l'étranger a permis à la famille de retrouver un relatif équilibre économique, le sentiment de relégation est source d'une souffrance psychologique qui affecte son identité.

11. À l'instar de Migléna, la plupart des femmes immigrées que nous avons rencontrées travaillaient sans contrat et en situation irrégulière. Au-delà du fait que de par cette situation elles ne bénéficient d'aucune protection sociale et garantie de l'emploi, elles sont obligées de retourner tous les trois mois en Bulgarie pour ne pas dépasser la durée de séjour légale dans le cadre d'un séjour touristique. Afin de diminuer les risques de contrôle, pendant la durée de leur séjour, elles ne quittent qu'occasionnellement le domicile de leurs employeurs.

12. Entretien réalisé en juin 2005.

La reconversion professionnelle et la mobilité forcée sont ressenties comme une mise à l'épreuve quotidienne. À son âge, l'éloignement de la famille pèse lourd et « ne pas voir grandir ses petits-enfants » redouble le sentiment d'échec et d'injustice.

La reconversion volontaire

Âgé de 41 ans, Kaloïan est à la tête d'une entreprise d'import-export¹³. Né à Sofia, après des études en architecture et urbanisme, il travaille pendant dix ans dans différentes agences d'architectures, toujours à des postes subalternes. En 1998, Kaloïan quitte de son propre gré l'entreprise qui l'emploie et décide de se lancer dans le commerce.

J'ai commencé de rien. J'ai construit tout tout seul. Quand j'ai décidé de faire ce business je savais que cela allait être dur et je ne comptais pas les heures de travail. Mais au fond, je crois que j'aime cela. J'aime la vitesse, j'aime quand tout va vite et le travail que j'ai choisi de faire c'est cela. Il faut agir vite. Je ne regrette pas ma décision et le fait d'avoir abandonné le métier pour lequel j'ai été formé. De toute manière, mes études et mon expérience professionnelle me servent directement ou indirectement dans mon métier d'aujourd'hui et en plus, j'ai acquis de nouvelles compétences, en finances ou en économie. J'ai appris sur le tas. Je me suis formé tout seul, en travaillant. C'était pareil pour tout le monde. C'était nouveau. Avant c'était l'État qui gérait tout, les emplois, les entreprises, tout. Aujourd'hui je peux sincèrement dire que ce que je fais me plaît et que j'y trouve mon compte. Je gagne bien ma vie. Je ne sais pas si je ferais du commerce toute ma vie. Si de nouvelles opportunités se présentent, je les saisis. Le changement ne me fait pas peur. Au contraire, j'aime les défis et je crois que toute personne qui travaille dur peut arriver à quelque chose.

À l'inverse de Migléna, la reconversion professionnelle de Kaloïan relève d'une décision volontaire personnelle. Le choix de changer de domaine d'activité est vécu comme un épanouissement professionnel et individuel. Les difficultés éventuelles, les risques, les imprévus constituent non pas des sources d'angoisse et de méfiance mais au contraire, des motivations et des forces d'action. Les propos de Kaloïan témoignent que la mise à l'épreuve de sa capacité d'adaptation et de ses compétences est ressentie positivement et leur donne même une sorte de valeur ajoutée. Toutefois, si les paroles de Kaloïan laissent transparaître une adhésion aux valeurs méritocratiques, nous pouvons supposer que les capitaux scolaire et relationnel comme l'expérience acquise et l'effet de génération ont largement facilité sa reconversion professionnelle. La facilité et l'aisance à vivre le changement de l'univers professionnel et la spontanéité de l'initiative entrepreneuriale résultent d'un système de dispositions intériorisées à l'origine d'un « sens pratique » [Bourdieu, 1980] qui constitue une ressource fort rentable. Le changement du contexte et de l'ordre socio-économique de manière globale et la reconversion professionnelle en particulier sont pensés et vécus, dans le cas de Kaloïan, essentiellement en tant qu'un élargissement bénéfique du champ des possibles et des opportunités à saisir.

13. Entretien réalisé en juin 2005.

Si, dans le cas de Migléna, les transformations économiques et sociales soulignent une forte « discordance entre les dispositions économiques façonnées dans une économie précapitaliste » [Bourdieu, 2003] et le nouveau cosmos économique, les propos enchantés de Kaloïan, sa commodité de compréhension et d'intégration des réseaux de relations économiques, témoignent de l'acquisition d'un habitus économique qui lui permet de s'orienter aisément dans le nouvel environnement.

« La grande reconversion »¹⁴ : des hommes d'appareil aux entrepreneurs privés

Depuis 1990, on assiste à un transfert de l'ancienne nomenklatura vers le secteur privé. Un nombre important de personnes qui, avant 1989, occupaient des postes de responsabilité au sein de l'appareil partisano-étatique sont devenus des managers et des entrepreneurs privés. Sur ce point, la tendance bulgare confirme les constats faits au début des années 1990 par Georges Mink et Jean-Charles Szurek pour les cas de la Pologne et de la Hongrie [Mink, Szurek, 1992, p. 67-85]. Comprendre et objectiver les mécanismes qui ont rendu possible la reconversion économique des anciennes élites politico-économiques bulgares implique de tenir compte de deux processus intimement liés. Le processus de redéfinition des règles régissant les activités économiques et la progressive constitution d'un espace économique qui n'est pas contrôlé par l'État et celui de la circulation et de la différenciation des élites politico-économiques en Bulgarie¹⁵.

Le processus de privatisation, les banques et leur gestion apparaissent comme les deux circuits privilégiés de constitution du capital primitif en Bulgarie qui ont largement profité aux personnes membres ou proches des anciens hauts lieux de pouvoir politique.

La privatisation des entreprises nationales et municipales se déroula en deux vagues successives, en 1996-1997 et 1998-2001. De tous les pays de l'Europe centrale et orientale, la Bulgarie a été le pays le plus lent dans le lancement de la privatisation. En 1999, 90 % de la propriété industrielle est toujours détenue par l'État. Les réglementations législatives prévoyaient quatre modes de privatisation : la vente directe, la privatisation de masse, la cession aux associations de managers et d'employés et la participation d'investisseurs étrangers dans des joint-ventures¹⁶. Aux termes de la loi de la privatisation, une palette de méthodes de vente et d'acquisition fut prévue allant du rachat d'une entreprise par les employés à la vente aux enchères. Le système de vente de coupons aux citoyens majeurs pour un prix bas (environ 5 dollars) fut adopté en raison de l'insuffisance de l'épargne domestique. Des fonds de privatisation étaient chargés de la gestion des coupons et

14. Nous empruntons le titre du livre de Georges Mink et Jean-Charles Szurek [1999].

15. Dans le cadre de cet article nous n'évoquerons pas la question de la familiarité et/ou de la familiarisation avec la logique de fonctionnement de l'économie du marché des anciennes élites politico-économiques bulgares. Nous nous limiterons à décrire, dans les grandes lignes, les processus et les mécanismes à l'origine de leur reconversion professionnelle et d'accumulation primitive de capital économique.

16. Pour plus de détails sur les modes de privatisation voir Kirov [2001].

l'examen des dossiers de candidatures pour l'achat des entreprises publiques est confié à l'Agence de privatisation, une institution créée *ad hoc*, administrée par le monde politique.

Les mécanismes, les procédures et les modalités de participation à la privatisation complexes et peu transparents ont joué un rôle de facteurs d'exclusion et/ou d'auto-exclusion pour la grande majorité de la population bulgare. L'incapacité à comprendre, à évaluer les enjeux du processus de privatisation, à choisir les bons placements, le manque d'une culture de fonctionnement d'une économie de marché, d'une logique de concurrence économique et d'un savoir qui permet de se positionner de manière à augmenter ses chances de réussite, ont fortement conditionné la participation à la privatisation qui a été de 46 %, soit à peine 3 millions de Bulgares sur les 6,5 millions. À l'inverse, dans le processus de transfert de la propriété étatique comme de manière plus générale, de mutation du système économique, les représentants de l'ancienne nomenklatura politico-économique étaient en position privilégiée et bénéficiaient d'avantages concurrentiels considérables. Intégrés dans des réseaux de relations préexistants, ils avaient un accès direct aux ressources informationnelles déterminantes : une connaissance des entités industrielles mises en vente, leur état, les éventuelles possibilités de développement et les chances de réussite. Bref, tout un ensemble de paramètres indispensables pour rentabiliser l'investissement et dégager des profits. À cela, on peut également ajouter les effets dans l'accumulation du capital initial via une privatisation « spontanée » ou « cachée » qui commence dès la fin de l'année 1990. La première mesure de libération de la sphère économique, le Décret (Ukaz) N° 56¹⁷ qui servira de base pour les futures lois sur la propriété privée, fut adoptée en janvier 1989. À l'instar des mécanismes décrits par Georges Mink et Jean-Charles Szurek, pour le cas de la Pologne, en Bulgarie, ledit décret introduisait également le principe selon lequel des sociétés de droit privé peuvent être créées en s'associant aux entreprises d'État afin de les dynamiser. Le nouveau dispositif autorisa les entreprises publiques « à vendre, louer, mettre en gérance les actifs de l'entreprise à des sociétés privées » [Mink, Szurek, 1992, p. 70 -75]. Avec la création de ces « sociétés à capitaux mixtes », des entreprises privées furent constituées au sein des entreprises publiques. Avant l'adoption de la loi de privatisation, en 1991 et 1992, dans un contexte de flou législatif et sur fond de restructuration politique, des dirigeants d'entreprises publiques s'emparent des actifs d'État à des prix symboliques. Jusqu'à la fin de l'année 1995, date à laquelle est adopté le programme de privatisation de masse en Bulgarie, les managers des entreprises publiques se trouvent en situation privilégiée pour acquérir des actifs des entreprises publiques.

À cela s'ajoutent les possibilités d'accumulation primitive de capital via les banques. Inexistant en dehors de la Banque nationale, au début des années 1990, le secteur bancaire en Bulgarie connaît une croissance spectaculaire comme en témoignent les chiffres présentés dans le tableau ci-dessous.

17. Le décret est publié dans le journal officiel du Parti, *Rabotnitchesko delo*, le 11 janvier 1989.

Tab. 2 – Nombre de banques dont, entre parenthèses, banques sous contrôle étranger (fin d'année)

1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
75 (0)	79 (0)	41 (0)	40 (0)	41 (3)	42 (3)	28 (7)	34 (17)	34 (22)	35 (25)

Source : Barisitz [2002].

En effet, c'est avant tout le contrôle du marché du crédit à cette époque qui joue un rôle fondamental dans la naissance et l'émergence d'une couche sociale disposant d'un fort capital économique. En 1990, quasiment aucune disposition législative ne réglemente le fonctionnement du secteur bancaire. La plupart des textes législatifs qui codifient ce secteur sont adoptés en 1994 et 1995. Cette situation permet une distribution de crédits sans aucune vérification ou exigence de solvabilité des personnes qui demandent des crédits auprès des banques. [Tambouev, 1999] et [Manolova, 2002]. Dans le courant des années 1990-1991, le marché du crédit est quasi exclusivement contrôlé le Parti socialiste bulgare (ancien Parti communiste bulgare). Tous les principaux responsables, les directeurs des banques et des institutions du secteur bancaire sont directement nommés par les dirigeants du parti.

En d'autres termes, la grande majorité des élites économiques bulgares est directement issue des élites politico-économiques d'avant 1989¹⁸. Les capitaux politiques avaient acquis une valeur économique forte en raison des réseaux de relations tissés dans le monde politique qui constituaient des raccourcis pour le monde économique. La reconversion réussie des ressources politiques en capitaux économiques a renversé la dichotomie d'hier dirigeants/possédants en possédants/dirigeants.

Conclusion

Les mutations économiques ont très inégalement affecté la population bulgare et ont creusé des inégalités économiques, sociales, culturelles et spatiales. Dans le nouvel environnement économique et social, les personnes faiblement dotées en capitaux scolaire et culturel apparaissent comme les plus fortement touchées. À l'exclusion économique (emploi, logement, finances), la précarité et l'insécurité s'ajoutent la disqualification et la marginalisation sociale. À l'inverse, la capacité d'anticipation, d'innovation et d'adaptation au changement croît avec le niveau d'étude et le lieu de résidence, surtout quand il s'agit de la capitale et des grands centres urbains.

18. Pour le cas bulgare les ressources chiffrées font défaut mais à titre d'exemple, l'étude des trajectoires individuelles d'une quinzaine d'hommes d'affaires bulgares identifiés comme « ayant réussi » démontre que, dans l'ensemble des cas, avant 1989, ces personnes faisaient soit elles-mêmes partie de l'ancienne élite politique, soit avaient des liens de parenté avec l'ex-nomenklatura.

La redéfinition des règles du jeu économique en Bulgarie, à l'origine d'une recomposition des hiérarchies sociales, a surtout profité aux représentants de l'ancienne nomenklatura politique et économique. Les personnes qui enregistrent une forte mobilité sociale dans le sens d'une ascension sociale sont celles qui combinent le statut de cadre supérieur avant 1989 avec l'appartenance au Parti communiste bulgare. Nos recherches ont mis en évidence le fait qu'il existe une forte relation entre la position occupée au sein de l'appareil politique avant 1989 et la position sociale après 1989. Des personnes qui occupaient des positions de force à l'intérieur de l'appareil politico-étatique avant 1989 étaient stratégiquement les mieux placées pour accéder et accumuler un capital et/ou réaliser des profits importants.

BIBLIOGRAPHIE

- BARISITZ S. [2002/1], « Le système bancaire bulgare et roumain », *Courrier des Pays de l'Est*, n° 1021, p. 42-58.
- BOURDIEU P. [1980], *Le sens pratique*, Paris, Minuit, coll. Le sens commun, 475 p.
- BOURDIEU P. [2003/150], « La fabrique de l'habitus économique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, p. 79-90.
- FONDEVILLE-GAOUI N. [2003/8], « L'échec des politiques de l'emploi en Bulgarie », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1038, p. 54-64.
- KIROV V. [2001], « La privatisation des entreprises bulgares : de la contrainte exogène à l'adaptation locale », *Communisme*, n° 64, p. 143-166.
- LAFONT C.-H. [2004], *Les processus de privatisation en Roumanie et en Bulgarie. Une transition confisquée ?*, Paris, L'Harmattan, 184 p.
- MINK G., SZUREK J.-C. [1999], *La Grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Le Seuil, 311 p.
- MINK G., SZUREK J.-C. [1992], « Adaptation et stratégies de conversion des anciennes élites communistes », in *Cet étrange post-communisme. Rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, Pesses du CNRS/La Découverte, p. 67-85.
- MANOLOVA L. [2002], *Vanhniat dalg i 10 noemvri v dokladi i taini*, Sofia, Iztok/Zapad, 389 p.
- TAMBOUEV G. [1999], *Vlast obletchana v kopupzia*, Sofia, TRUD, 499 p.
- Izsledvania : Rabotna sila (Études sur le marché de l'emploi), Bulletin NSI (Institut national des statistiques) [2000/2007].
- Antikorupzionite reformi v Balgaria : osnovni rezultati i riskove [2007], Zentar zaizsledvane na demokraziata, Center for studies of démocratie, (CSD), <http://www.csd.bg/bg/artShow.php?id=8565>.